

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

## A savoir

### PLAN DE SAUVETAGE POUR LES SPECULATEURS.

*L'UE vole au secours des établissements financiers avec un empressement et des moyens dignes de meilleures causes ! Plus de 1 300 milliards d'euros, dont 300 en France, sont soudain mis sur le tapis pour renflouer les spéculateurs. La gauche doit s'opposer à ce plan inique et mettre en avant ses propres propositions pour sortir de la crise : création d'un pôle financier public, revalorisation des salaires, investissements d'infrastructure dans le développement durable, etc.*

### BOUCLIER FISCAL.

*D'après une note de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, rendue publique par Les Echos du 7 octobre :*

- 15 066 contribuables, soit moins de 0,04%, ont bénéficié du bouclier fiscal en 2007.

- 2 242 d'entre eux déclarent un revenu annuel supérieur à 41 982 €. Ils reçoivent à eux seuls 82,9% des sommes reversées par le fisc, soit 84 700€ chacun.

- 671 contribuables, disposant d'un patrimoine supérieur à 15,5 millions €, se réservent 68% des sommes reversées, soit 231 900€ en moyenne pour chacun.

*Sans commentaires.*

### DETTE AMERICAINE.

*La dette de l'Etat fédéral états-unien s'élevait en août à 9 645 milliards de dollars, soit 68% du PIB. Le plan Paulson, finalement adopté par le Congrès le 3 octobre, devrait l'alourdir de 1 000 milliards de dollars et rien ne dit que ce montant sera suffisant pour stopper la panique. Ce qui n'empêche pas l'agence de notation Moody's d'estimer qu'«en dépit d'un degré considérable de stress financier et de socialisation des risques, les fondations de la notation gouvernementale des Etats-Unis demeurent inébranlables ». C'est vous qui le dites...*

### DEBACLE BOURSIERE.

*La semaine du 6 au 10 octobre restera dans les mémoires comme l'épisode le plus catastrophique de l'histoire des places financières. A Wall Street, l'indice Dow Jones a plongé de 18,15%, soit une baisse hebdomadaire plus forte qu'en 1929. A Paris, le CAC 40 a perdu 22,16%, ce qui chiffre à 45,82% la chute depuis un an. Le Footsie à Londres s'est effondré de 21,05%, le DAX à Francfort de 21,61%, le Nikkei à Tokyo de 24,33% etc.*

## Edito: DE LA CRISE ET DE QUELQUES RAISONS D'IRONISER

Alors comme ça, les caisses ne sont plus vides...

Souvenez-vous, c'était hier. On ne pouvait plus financer les retraites, sauf à prolonger indéfiniment le nombre d'annuités de cotisation. Le trou de la « Sécu » se creusant sans cesse, le pouvoir supprimait le remboursement de nombreux médicaments, inventait la « franchise médicale », et certains bons esprits laissaient entendre que la prise en charge à 100% en cas d'affections graves pourrait être supprimée... Augmenter le pouvoir d'achat ? Allons, n'y pensez pas, et faites le deuil des dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique qui seront sacrifiés sur l'autel de la rigueur, même si ce vilain mot reste banni du vocabulaire officiel.

Mais miracle et joie éclatante illuminent le firmament ! Le gouvernement Sarkozy-Fillon a annoncé la bonne nouvelle : de l'argent il y en a, en veux-tu en voilà. Mais pas pour les retraités, les malades, les salariés, non, cette manne est promise aux banquiers, aux aventuriers des subprimes et autres collectionneurs de créances « toxiques », aux rois du hors-bilan, à tous les filous de la finance que l'Etat, en sa grande générosité, entend sauver d'une banqueroute annoncée. Merci la France !

Alors comme ça, Maastricht, on s'en fiche...

Et pourtant, combien de fois nous les aura-t-on répétés, serinés, ânonnés, ces fameux « critères de convergence », définis en ombre portée de l'orthodoxie monétaire, sinon monétariste, qui étouffe l'Europe depuis trop longtemps. Il est vrai que le pacte de stabilité, signé à la suite du traité, avait déjà subi quelques coups de canif de la part de certains Etats de l'UE. Mais Guaino va plus loin, et en dépit des rectificatifs prudents de Fillon et de Copé, il traduit les intentions de l'Elysée : plan de sauvetage oblige, on laissera filer les déficits publics. Car ce qui est demeuré interdit pour lutter contre le chômage de masse en Europe, ce qui n'était pas autorisé afin de relancer l'économie atone du Vieux continent, sera toléré pour venir en aide à la spéculation en déroute !

Alors comme ça, les nationalisations, c'est tip top !

Oui, souvenez-vous, c'était hier. Voilà un mot qui, prononcé en public, vous valait une réprobation des plus larges. Nationaliser des entreprises ou des secteurs de l'économie ? Mais vous faites preuve d'une indémodable ringardise ! L'Etat, c'est fini, cantonnons-le dans son rôle de maintien de l'ordre et privatisons autant que faire se peut. Même la gauche entonna cette cantilène, puisque le gouvernement Jospin céda plus d'actifs publics au privé que ne le firent les gouvernements Balladur et Juppé. On comprend, au rappel de cet héritage, que le PS éprouve les plus grandes difficultés à formuler aujourd'hui une réponse pour sortir de la crise...

Mais ne nous trompons pas sur les intentions des nouveaux adeptes des nationalisations. Des rives du Potomac à celles de la Seine, ils annoncent d'ailleurs la couleur : la prise de contrôle par l'Etat des établissements bancaires n'a pour objectif que d'en assainir le bilan avant de les rendre au secteur privé. Quitte à confondre les budgets publics avec les roulettes de l'Armée du salut, et à détourner l'argent des contribuables au profit de la finance...

La gauche doit s'opposer résolument à cette escroquerie. Ce n'est pas d'un Etat-béquille, bradant ses moyens pour sortir de l'eau les agioteurs, dont notre pays a besoin. C'est au contraire le retour de l'Etat républicain qu'il faut préparer,

un Etat présent dans tous les secteurs stratégiques de l'économie, administrant les biens publics qui forment le soubassement des services publics – sans hésiter à renationaliser ceux qui ont été indûment cédés au privé.

Tel le héros du Guépard - le célèbre roman de Lampedusa - le monde de la finance sait « que rien ne peut rester comme avant, afin que rien ne change ». Malgré les discours moralisateurs tenus par les uns ou les autres, les plans de sauvetage des gouvernements occidentaux visent à prolonger l'injustice actuelle. Le Veau d'or est encore debout. Il le restera tant que les peuples ne l'auront pas mis à bas.

## Communiqué du MARS-GAUCHE REPUBLICAINE A PROPOS DE LA REUNION NATIONALE DE L'APPEL POLITIS

Le MARS-Gauche Républicaine se félicite du succès de la première réunion nationale de l'appel Politis qui a eu lieu samedi matin à Gennevilliers (92). Plus de 500 signataires, reflet d'une grande diversité régionale et politique, ont confirmé tout l'intérêt de cet appel en débattant des suites à lui donner sans bien sûr oublier le contexte mondial. Le Mars-Gauche Républicaine, représenté par nombre de ses militant(e)s de ses comités locaux, souligne également la présence de mouvements qui, sans être partie prenante de l'appel, ont tenu ainsi à montrer tout leur intérêt au processus enclenché : nous pensons particulièrement à Jean-Luc Mélenchon et ses amis de PRS, et aux responsables de la direction du PCF comme Elisabeth Gauthier ou Isabelle Laurens dont la présence a renforcé le message envoyé par Marie-Georges Buffet. Nous sommes également satisfaits des conclusions de cette journée. Tout en rappelant la nécessité que la gauche de transformation se dote à terme d'une force unitaire, l'assemblée a su également comprendre que le

processus est loin d'avoir fait le plein. Elle a posé un jalon concret supplémentaire en approuvant la proposition de PACTE faite par Denis Sieffert, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire. Ce Pacte, qu'un bureau d'animation va être chargé de faire vivre dans les semaines à venir, est pour nous les prémices d'un plus large FRONT ouvert à tous les partis, sensibilités, courants, acteurs du mouvement social, d'associations ou simples citoyens qui se reconnaissent dans la gauche de transformation. C'était une nécessité il y a quelques mois, c'est aujourd'hui, vu le contexte mondial, une urgence absolue. Nous allons de ce fait être particulièrement attentifs aux conclusions des différents congrès des partis de gauche qui auront lieu d'ici fin janvier. Evoquée à plusieurs reprises lors de cette réunion, le MARS-gauche Républicaine tient à souligner le rôle accélérateur que pourrait jouer dans cette dynamique une liste unitaire de toute la gauche qui refuse la construction libérale de l'Europe aux élections européennes.

## COLLECTIF POUR UNE AUTRE EUROPE : Lettre à Monsieur le Président de la République

### Monsieur le Président,

C'est en raison de votre double fonction de président de la République française et de président du Conseil de l'Union européenne que les organisations soussignées vous adressent cette lettre.

Des organisations associatives, syndicales et politiques irlandaises ont décidé de tenir dans leur pays une journée de mobilisation pour la défense du résultat du vote du peuple irlandais lors du referendum du 12 juin dernier concernant le traité dit de Lisbonne. Cette journée est fixée au 11 octobre prochain, et nous en sommes solidaires.

Nos amis irlandais dénoncent les pressions exercées par les autorités européennes auprès du gouvernement de leur pays afin de « trouver le moyen » - l'expression a largement été reprise dans la presse - de reconsidérer le résultat du vote du 12 juin. Nous estimons que les décisions de l'Irlande ne doivent pas être influencées par quelque pression que ce soit. C'est au peuple irlandais et à lui seul de décider de son avenir et de la nature politique, sociale économique de l'Europe qu'il souhaite.

Vous avez, Monsieur le Président, comme beaucoup de responsables politiques français et européens, regretté la distance qui sépare l'Union européenne des citoyens. La très malencontreuse habitude prise, en Europe, de faire revoter la population lorsqu'un vote est jugé négatif, ou d'éviter les votes populaires sur une construction qui pourtant engage notre avenir n'est pas pour rien dans ce malaise. Ce fut la

voie choisie par vous en France pour l'adoption du traité de Lisbonne et nous le regrettons. Sans rouvrir ici le débat, nous continuerons à travailler pour proposer une Europe avant tout sociale et véritablement démocratique : c'est l'objectif de notre rassemblement.

Pour ces raisons, et en premier lieu au nom du respect du vote populaire, expression suprême de la démocratie, nous vous demandons avec solennité, Monsieur le Président, de ne pas intervenir en tant que responsable de l'Union européenne dans la situation irlandaise, et de faire adopter ce principe de non intervention par les différentes institutions européennes. Encore une fois, il appartient aux citoyens irlandais et à eux seuls, de définir la voie qu'ils souhaitent pour l'avenir de leur pays et de l'Europe.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à notre haute considération.

**Alter Ekolo, ATTAC, CGT-Finances, Confédération paysanne, Coordination des collectifs unitaires, Fondation Copernic, Forces Militantes, FSU, La Gauche Cactus, LCR, Les Alternatifs, Les Marches européennes contre le chômage, MARS-Gauche Républicaine, Mémoire des luttes, MRAP, PCF, PCOF, Pour la République Sociale, Réseau Féministe « Ruptures », UFAL, Union générale de fonctionnaires CGT, Union syndicale Solidaires.**